ÉDUCATION

COMMISSION SCOLAIRE DE MONTRÉAL

Des coupes de 65 millions en vue

LOUISE LEDUC
ET DENIS LESSARD

Pressée de faire le point sur la situation budgétaire réelle de la Commission scolaire de Montréal, sa présidente, Catherine Harel Bourdon, a déclaré hier soir qu'elle s'attendait à devoir faire des coupes de 65 millions de dollars sur deux ans, « du jamais vu à la CSDM ».

La question du jour adressée hier au conseil des commissaires: que fera la CSDM du rapport de vérification de la firme Raymond Chabot Grant Thornton, dévoilé par *La Presse*?

Dans ce rapport, diverses compressions sont suggérées à la CSDM, qui essuie au passage diverses critiques relatives à de mauvaises pratiques de gestion.

Au cours d'un point de presse hier, le ministre de l'Éducation, François Blais, a indiqué qu'il n'était pas pour autant question de tutelle. Pour lui, le rapport de vérification est cependant très clair, « il indique le chemin » pour atteindre les objectifs.

PHOTO JACQUES BOISSINOT, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

François Blais, ministre de l'Éducation, a indiqué qu'il n'était pas question de tutelle à la CSDM.

L'effort demandé à la CSDM est de seulement 9,3 millions, « même pas 1 % sur un budget de 1 milliard », a indiqué M. Blais. Ces 9 millions ne représentent qu'une infime partie des coupes réelles exigées à la CSDM au cours des prochains mois, a corrigé Mme Harel Bourdon, mettant pour sa part l'accent sur plusieurs compressions qui se sont ajoutées depuis, notamment dans le dernier budget Leitao..

« J'ai passé la journée à dénoncer [les coupes] », a dit Mme Harel Bourdon, qui s'est dite très lucide et consciente que les coupes à venir viendraient toucher les services aux élèves.

De son côté, l'Association montréalaise des directions d'établissement scolaire n'a pas tant rejeté la faute sur Québec que sur la CSDM elle-même.

Évoquant le rapport de vérification, cette association a souligné par communiqué que « ce rapport pose un regard très réaliste sur la situation qui prévaut à la commission scolaire ».

« Le rapport fait un constat extrêmement préoccupant en ce qui concerne la planification, les moyens de contrôle, la gestion et la gouvernance de la commission scolaire de Montréal. Nous partageons bon nombre des observations et recommandations du rapport », peut-on lire dans le communiqué.

Catherine Renaud, présidente de l'Alliance des professeurs, a dénoncé, pour sa part, le manque de transparence de la CSDM, qui ne brosse jamais le portrait exact de ses finances.

COMMISSION SCOLAIRE DE LAVAL

500 postes menacés

LOUISE LEDUC

La Commission scolaire de Laval a annoncé hier à son personnel et à ses comités de parents qu'elle projetait de supprimer plus de 500 postes à la prochaine rentrée scolaire, à moins d'être autorisée par le gouvernement Couillard à présenter un budget déficitaire, a appris *La Presse*.

« C'est énorme, et les services directs aux élèves seront affectés », reconnaît d'emblée la présidente de la Commission scolaire de Laval, Louise Lortie, qui précise que sa commission scolaire compte actuellement quelque 7400 employés.

Elle indique avoir déjà écrit au ministre de l'Éducation, François Blais, pour lui dire que le temps presse, car la commission scolaire doit remettre aux syndicats son plan d'effectifs d'ici le 30 avril. « Nous n'avons toujours pas de nouvelles », a-t-elle indiqué.

Mme Lortie ajoute que sa commission scolaire présente un déficit structurel de 8 millions, auquel s'ajoutent 8 millions de plus à trouver.

Enseignants, techniciens spécialisés auprès d'élèves présentant des difficultés, psychologues, orthophonistes, concierges: tous seront touchés d'une façon ou d'une autre, selon le Syndicat de l'enseignement.

On n'a pas encore déterminé quels postes seront touchés, mais comme l'indique Guy Bellemare, président par intérim du Syndicat de l'enseignement de la région de Laval, rares seront les corps d'emploi épargnés. Enseignants, techniciens spécialisés auprès d'élèves présentant des difficultés, psychologues, orthophonistes, concierges: tous seront touchés d'une façon ou d'une autre.

« Si ce scénario se réalise, l'effet sera catastrophique dans les classes », prévoit-il.

« Cela affectera les conditions de travail de tout le personnel, mais aussi les conditions d'apprentissage des élèves, poursuit M. Bellemare. Les enseignants le vivent comme un réel état de crise. »

Les conventions collectives des syndicats à Laval sont échues depuis le 31 mars. L'automne dernier, la direction de la commission scolaire réclamait déjà la possibilité d'augmenter le nombre d'élèves par classe aux deuxième et troisième cycles du primaire, de même qu'au premier cycle du secondaire.

Les mesures d'austérité frappent de plein fouet tout le milieu de l'éducation, qui a été particulièrement touché par le dernier budget Leitao.

Toutes les commissions scolaires redoutent les règles budgétaires qui seront annoncées d'ici quelques semaines par Québec et qui viendront préciser l'ampleur des coupes à réaliser.